



Financé par  
l'Union européenne  
Aide humanitaire



Préparation aux désastres et réponse multisectorielle aux besoins humanitaires urgents des ménages  
les plus vulnérables, victimes de conflits armés ou d'événements climatiques extrêmes dans les  
provinces du Sud-Kivu et du Maniema



## **RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES EFFECTUÉE AUPRES DES MÉNAGES VICTIMES DES CATASTROPHES NATURELLES DANS LE GROUPEMENT BASIMIMBI EN TERRITOIRE DE FIZI AU SUD-KIVU**

**Évaluation réalisée par :** Caritas Développement Kasongo  
En partenariat avec CAFOD avec l'appui financier de la  
DG ECHO

Juin 2022

## Résumé

Une pluie diluvienne s'est abattue dans les villages Kibungu et Pungu (respectivement situés dans les groupements Basimimbi et Basikasingo) durant la journée le 29 avril 2022. Selon les sources concordantes, cette pluie aurait causé plusieurs dégâts matériels : destruction des articles essentiels ménagers, la destruction d'importants stocks vivriers (de riz, maïs et manioc cultivés pendant la saison A de l'année en cours), pollution des sources d'eau potable, la destruction des infrastructures publiques : école primaire Uzima qui compte au moins 411 élevés et Eglise de réveil Penuelle ; aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée. Cependant, dans le groupement Basimimbi localité Basikakundu village Kibungu, 395 maisons auraient été endommagées dont 209 écroulées ; au village Mimbi, 79 maisons écroulées, village Kipinduka 88 maisons écroulées et dans le groupement Basikasingo localité Makombo village Pungu 158 maisons endommagées dont 129 écroulées... En tout, 4214 personnes (845 ménages) passent nuit à la belle étoile et d'autre sont dans des familles d'accueil ayant perdu leurs moyens de subsistance... <https://ehtools.org/alert-view/4274>

Actuellement, les sinistrés n'ont pas encore reçu d'assistance appropriée suite à cette catastrophe, une évaluation des besoins a été diligentée sur un échantillon représentatif de 100 ménages répartis dans les localités cibles victimes du conflits inter communautaire conduisant à un mouvement de population dans le groupement Basimimbi dans le secteur de Lulenge plus précisément dans les localités de Basikakundu (village Kibungu, mimbi et kipinduka) et dans la localité Makomba (village Pungu). Cette évaluation s'est réalisée du 2 au 7 juin 2022.

Cette évaluation des besoins a ressortis que 53% des répondants femmes ont pris part à cette évaluation des besoins humanitaires ; 70% des ménages sinistrés et 30% des ménages d'accueil ont répondu aux questionnaires d'évaluation ; 76% des ménages enquêtés ont une taille ménage supérieure ou égale à 7 ; 85% des ménages consomment actuellement moins de 2 repas journalier ; le score de consommation alimentaire moyen des ménages est de 19.6 pour les sinistrés et 20.6 pour les familles d'accueil ; l'indice de stratégie de survie moyen des ménages est de 62.35 ; 55% des sinistrés ont comme principale source de revenus, l'agriculture ; 88% des ménages n'ont pas un stock vivrier pour leurs besoins alimentaires ; la taille de ménage moyen est de 6.9 personnes par ménage ; le score card NFi est de 4.3 ; les habitats des ménages vivent dans une forte promiscuité ( 39.2m<sup>2</sup>) ; 80% des ménages affirment avoir comme source principale d'eau de boisson, les sources non-aménagées ; 85% des ménages ne savent ni n'appliquent les 5 moments clés de lavage des mains ; 69% des ménages sont confrontés aux difficultés de répondre à leurs besoins en soins médicaux.

De ce fait, une intervention multisectorielle via la modalité de cash transfert à multiple usage est recommandée afin de couvrir prioritairement les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels et de l'abris y compris de la santé dont ont été affectés les communautés et les personnes affectées par la crise

## Introduction

Le territoire de Fizi en province du Sud-Kivu est actuellement victime de plusieurs catastrophes naturelles (vents violents, pluies diluviennes, inondations, etc.) avec comme conséquences des pertes en vies humaines, des blessures, de perte de logement, des vivres (stock alimentaire et récolte), des articles ménagers essentiels, des biens productifs des ménages, etc ; mais aussi des conflits communautaire suite aux limites foncières et contrôle des zones minières.

Le territoire de Fizi est en crise (phase 3) de l'insécurité alimentaire d'après le rapport IPC cycle 21. Ce territoire est caractérisé d'une part, par les catastrophes naturelles et d'autre part, par les attaques à répétition de groupes armés, l'incendie des villages/des champs, le déguerpissement des ménages dans les carrières et aires protégées jadis source principale de revenus des ménages, la récurrence des épizooties et des phytopathologies, de graves problèmes structurels, les mauvais états des routes limitent les activités agricoles, les approvisionnements difficiles des denrées alimentaires de base, ainsi que les activités économiques notamment le petit commerce ; bref un contexte général de pauvreté avec d'importants impacts sur la sécurité alimentaire (scores de consommation alimentaire pauvre, faible diversité alimentaire, taux de malnutrition dépassant les seuils d'urgence, perte des avoirs relatifs aux moyens d'existence).

La Caritas Kasongo à travers son système d'alerte de Veille Humanitaire mis en place dans la région Centre Est (Sud-Kivu et Maniema) de la nouvelle architecture humanitaire mais également grâce aux structures étatiques en place (Secteur et groupement) et structure communautaire (Comité Humanitaire de Base) sur terrain, ces derniers ont entrepris des démarches afin de répondre à la crise qui vient de frapper cette population ; c'est pourquoi, une évaluation des besoins a été diligente y compris la rédaction des notes conceptuelles de projet pour un plaidoyer.

En résumé, cette évaluation des besoins a ressortis comme résultats que 53% des répondants femmes ont pris part à cette évaluation des besoins humanitaires ; 70% des ménages sinistrés et 30% des ménages d'accueil ont répondu aux questionnaires d'évaluation ; 76% des ménages enquêtés ont une taille ménage supérieure ou égale à 7 ; 85% des ménages consomment actuellement moins de 2 repas journalier ; le score de consommation alimentaire moyen des ménages est de 19.6 pour les sinistrés et 20.6 pour les familles d'accueil ; l'indice de stratégie de survie moyen des ménages est de 62.35 ; 55% des sinistrés ont comme principale source de revenus, l'agriculture ; 88% des ménages n'ont pas un stock vivrier pour leurs besoins alimentaires ; la taille de ménage moyen est de 6.9 personnes par ménage ; le score card NFi est de 4.3 ; les habitats des ménages vivent dans une forte promiscuité ( 39.2m<sup>2</sup>) ; 80% des ménages affirment avoir comme source principale d'eau de boisson, les sources non-aménagées ; 85% des ménages ne savent ni n'appliquent les 5 moments clés de lavage des mains ; 69% des ménages sont confrontés aux difficultés de répondre à leurs besoins en soins médicaux

Cette mission conjointe d'évaluation rapide diligentée par la Caritas Développement Kasongo, le service des actions humanitaires et solidarité nationale et le Comité Humanitaire de Base est planifiée dans territoire de Fizi, Zone de Santé de Kimbi-Lulenge vers les villages voisins (Pugwe, Mimbi, Kipinduka et Kibungu) en province du Sud-Kivu en date du 02 au 07 juin 2022.

## **1. Objectifs de la mission**

**1.1. Objectif général de la mission :** Déterminer les besoins humanitaires de la zone affectée.

### **1.2. Objectifs spécifiques de la mission**

- Circonscrire le contexte humanitaire et sécuritaire de la crise (causes et conséquences)
- Faire une cartographie des acteurs humanitaires de la zone, circonscrire les interventions en cours et celles déjà réalisées pour répondre à la crise ;
- Identifier les gaps restant en termes de besoins humanitaires dans la zone affectée par la crise tout en collectant les informations qualitatives et quantitatives en vue de la formulation des indicateurs KOI (Keys Objectifs Indicators) et KRI (Keys Results Indicators) ;
- Au cas où l'évaluation des besoins ressort des besoins urgent, proposer les actions à mener comme intervention humanitaire et de suggérer l'approche humanitaire adaptée au contexte pour répondre à la crise ;
- Effectuer une étude du marché et l'analyse du pouvoir au sein des communautés et des ménages.

## **2. Résultats attendus**

- Le nombre des personnes dans le besoin d'assistance est évalué et les modalités ainsi que les stratégies d'assistance sont proposées conformément aux lignes directrices des différents clusters ;
- L'accès physique à ces zones est évalué et des coordonnées GPS prélevées aux points chauds ;
- L'ICR et le CRIO de Centre-Est sont informés des résultats des évaluations et des propositions claires orientées vers la prise de décisions adaptées à chaque contexte leurs sont formulées.

## **3. Méthodologie**

Cette étude d'évaluation a porté sur un échantillon représentatif de 100 ménages répartis dans les localités cibles victimes du conflits inter communautaire conduisant à un mouvement de population dans les groupements Basimimbi et Basikasingo plus précisément dans les localités de Basikakumbu et Makomba.

Le choix des ménages à enquêter a été aléatoire suivant la technique de la pointe de crayon mis en place par l'Unicef qui consistait à suivre la direction de la pointe indiquée par le crayon en le jetant au sol avec un saut de pas fonction de la proportion de nombre de ménage présent dans l'axe. Au total, 100 ménages ont été enquêtés. Dans le souci de collecter de données statistiquement représentatives sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet, la méthode accélérée d'analyse participative a été utilisée couplée aux techniques de l'interview structurée avec les personnes ressources et les enquêtes ménages. Le choix des ménages à interroger était fait de manière aléatoire suivant la technique de la pointe de crayon, mis en place par l'Unicef. Les données collectées ont été saisies et traitées sur ordinateur grâce au logiciel Excel et SPSS.

En dépit de la situation structurelle précaire dont vivait déjà les communautés de secteur de Lulenge plus précisément du groupement Basimimbi, notons que cette crise n'a fait qu'aggraver la situation humanitaire mettant la communauté dans un niveau d'alerte 4 nécessitant un besoin urgent d'intervention. Les limites de cette étude d'évaluation demeurent la taille réduite d'échantillonnage bien que cela soit admise par la communauté humanitaire à travers différents clusters afin d'extrapoler les résultats sur l'ensemble de la zone mais également quelques biais commis par les enquêteurs lors de la collecte des données sur terrain ; situation qui a été corrigée avec le nettoyage de la base des données avant de procéder aux analyses.

Des entretiens ont été réalisés avec les informateurs clés : les autorités locales à l'occurrence de l'Administrateur du territoire, Chef de secteur de Lulenge, des membres de la société civile, les autorités ecclésiastiques, les opérateurs sanitaires, les communautés sinistrées ; ses entretiens ont permis d'obtenir plus d'informations sur la zone et la crise. Trois types d'outils ont été utilisés pour la collecte des données. Il s'agit d'un questionnaire ménages, un questionnaire de focus group et un questionnaire semi structuré avec les informateurs clés (autorités

locales, comités des agriculteurs, etc.). Le questionnaire ménages sera axé sur la consommation alimentaire, l'économie, la situation en articles ménagers essentiels, l'agriculture, des informations générales sur le ménage, l'eau-hygiène et assainissement, l'abri, et la protection. Le questionnaire de focus group traitera des mouvements de la population, l'accessibilité, la protection, l'économie du village et des réponses en cours.

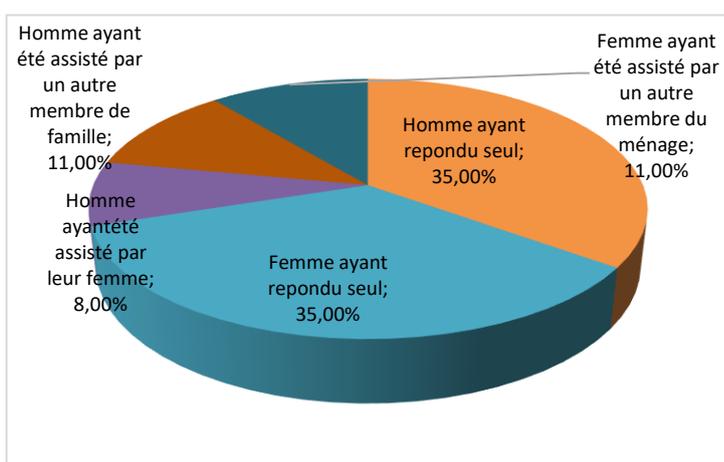
En vue de collecter les besoins spécifiques des différents groupes de la communauté, quatre types de focus group seront chaque fois organisés dans les grandes agglomérations des axes des zones à évaluer : Un focus group pour les hommes, un focus group pour les femmes, un focus group pour les jeunes filles et un focus group pour les jeunes garçons. Ces focus groups ont compris différentes couches de la communauté à savoir : les sinistrés, les familles d'accueil, les personnes âgées, les minorités ethniques, personnes en situation d'handicap, les malades chroniques, etc.

Ce travail sera réalisé par une équipe de 5 personnes (3 hommes et 2 femmes) parmi lesquelles un économiste rural, un ingénieur agronome, une technicienne de développement rural, une sociologue et un expert en faune et flore.

## 1. Présentation des résultats

### 3.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES MENAGES ENQUETES

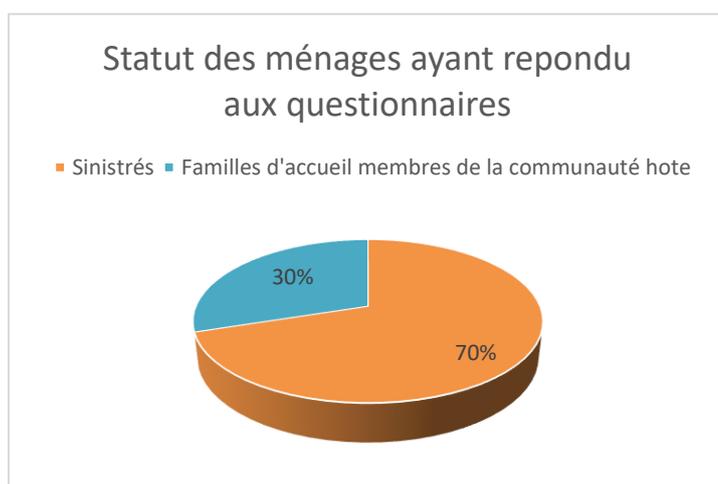
**Figure 1. Répartition des répondants par sexe**



Il ressort de la figure 1 ci-haut que plus de 53% (soit 53 répondants sur les 100 interrogés) des femmes ont répondu aux questionnaires d'enquêtes. De ce nombre des répondantes femmes, 35% (soit 35 répondants sur les 100 interrogés) ont répondu seule aux questions, 11% (soit 11 répondants sur les 100 interrogés) ont été assistées par un autre membre du ménage et 8% (soit 8 répondants sur les 100 interrogés) ont assisté leurs maris durant l'administration du questionnaire. Ceci s'explique par le fait que les questionnaires sur la sécurité alimentaire sont plus adressés aux femmes connaissant mieux la situation nutritionnelle de

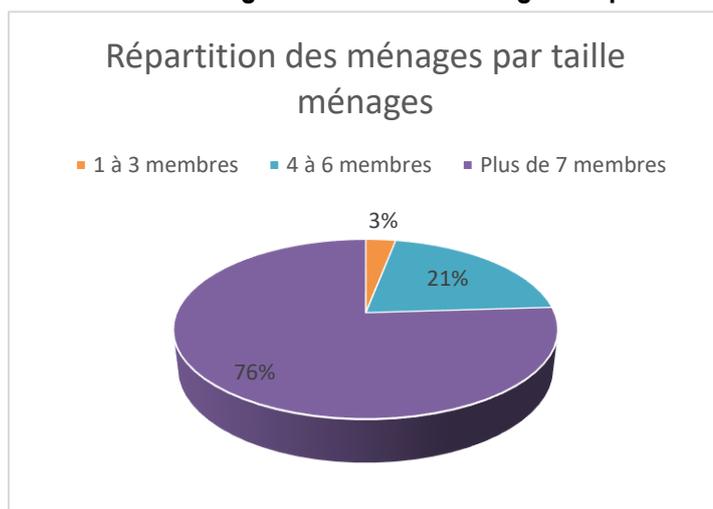
leurs ménages.

**Figure 2. Répartition des enquêtés par statut**



Au regard de la figure 2, on note que 70% des personnes enquêtées (soit 70 répondants sur 100 enquêtés) sont des sinistrés contre 30% (soit 30 répondants sur 100 enquêtés) qui sont des familles d'accueil.

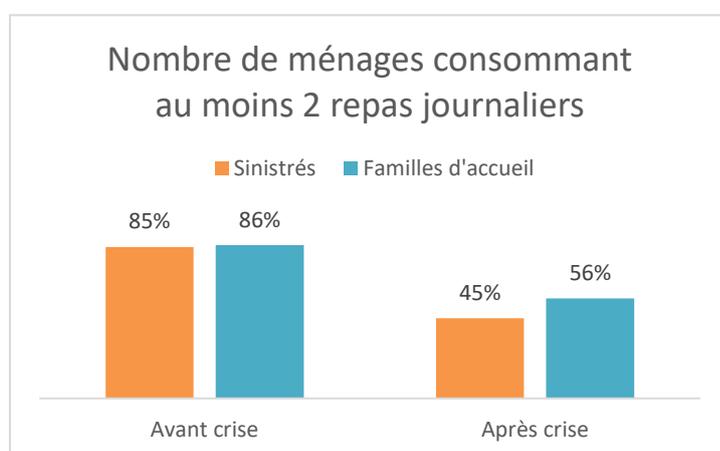
**Figure 3. Taille de ménages enquêtés**



La figure 3 ci-contre, montre que 76% (soit 76 ménages sur 100 enquêtés) ont une taille moyenne plus au moins 7 membres au sein du ménage. 21% (soit 21 ménages sur 100 enquêtés) ont une taille comprise entre 4 à 6 membres au sein du ménage et 3% soit 3 personnes sur les 100 ont une taille ménage comprise entre 1 à 3 membres. Néanmoins, notons que la taille moyenne des ménages est de 7 membres au sein du ménage sur l'ensemble du territoire de Fizi.

## 1.2. SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

**Figure 4. % des ménages consommant au moins 2 repas journaliers**



Il ressort de la figure 4 ci-haut qu'avant la crise 85% des sinistrés et 86% des familles d'accueil membre de la communauté hôte consommaient au moins 2 repas par jour ; ce qui n'est pas le cas actuellement où on enregistre un taux moyen de 13% (11% des déplacés et 21% des familles d'accueil membre de la communauté hôte), des ménages consommant encore au moins deux repas par jour. Par apport aux localités évaluées, notons que le taux des ménages consommant moins de 2 repas journaliers a été enregistré à Kibungu (35%) dans la zone de santé de Kimbi-Lulenge suivi respectivement de Mimbi (30%).

### a. Score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire et sources de provenance des aliments

**Tableau 5. Sur les scores de consommation alimentaire moyen des ménages**

Statut des ménages	% des ménages avec SCA pauvre	% des ménages avec SCA Limite	% des ménages avec SCA Acceptable	Score de consommation (SCA) moyen
Sinistrés	98%	2%	0,0%	19,6
Familles d'accueil	96%	3%	1%	20,6
Moyenne	97%	2%	1%	20,2

Il découle du tableau ci-haut que le score de consommation alimentaire moyen des ménages enquêtés est de 20,2 (soit 20,6 pour les familles d'accueil membre de la communauté hôte et 19,- pour les sinistrés).

Le taux des ménages avec un score de consommation pauvre est de 97% (96% des familles d'accueil membre de la communauté hôte et 98% pour les ménages sinistrés). Ce taux est respectivement suivi par celui des

ménages avec un SCA limité qui est de 2% (3% des familles d'accueil et 2% des sinistrés) et enfin par celui des ménages avec un SCA acceptable de 1% (1% pour les familles d'accueil membre de la communauté hôte).

Par ailleurs, dans les localités évaluées on note que le score de consommation alimentaire le plus faible des ménages enquêtés a été enregistré à Mimbi (SCA 18.1) suivi respectivement de Pungwe (SCA 18.7) et de Kibungu (SCA 20,1) dans la zone de santé de Kimbi-Lulenge.

## b. Stratégies de survie en cas de pénurie alimentaire

**Tableau 6 : Stratégies des survies recourues par les ménages en période de pénurie alimentaire**

Stratégie de survie recourue par les ménages au cours de 7 derniers jours précédant l'enquête	% ménages	ISS moyen par statut		
		Sinistrés	Familles d'accueil	Général
1. Manger des aliments moins chers et moins préférés	97%	6.3	5.3	5.8
2. Emprunter de la nourriture ou être aidé par un ménage ami	78%	6.7	6.1	6.4
3. Limiter la quantité de nourriture par repas	87%	3.7	3.5	3.6
4. Réduire la consommation des adultes pour que les enfants puissent manger	73%	6.3	6	6.15
5. Réduire le nombre de repas par jour	85%	8.3	5.3	6.8
6. Acheter des produits alimentaires à crédit	69%	5.9	5.1	5.5
7. Cueillir les plantes sauvages de la chasse ou de la récolte avant maturité	17%	7.5	5.3	6.4
8. Consommer du stock des semences prévues pour la prochaine saison culturale	43%	4.9	3.7	4.3
9. Envoyer les membres de ménages se nourrir ailleurs	15%	3.7	2.7	3.2
10. Nourrir les membres travailleurs de ménage t au détriment des membres non travailleurs	43%	6.5	1.9	4.2
11. Passer la journée entière sans manger	43%	6.5	6.5	6.5
12. Retirer les enfants de l'école	29%	1.3	1.3	1.3
13. Recourir aux pratiques illicites (vols, mendicité, prostitution, escroquerie, etc.)	11%	0.7	1.5	1.1
14. Quitter ou de changer de village pour de raison de manque de nourriture	9%	0.7	1.5	1.1
Indice de stratégie de survie (ISS) moyen		69	55.7	62.35

Au regard du tableau 6 ci-haut, on comprend que l'indice de stratégie de survie (ISS) moyen dans les zones évaluées dans l'ensemble est de 62,3 (ISS de 69 pour les sinistrés et 55,7 les familles d'accueil membres de la communauté hôte). Par rapport à différentes zones de santé évaluées, Mimbi détient un indice de stratégie de survie élevée (67) suivi respectivement de Pungwe (65) et enfin Kibungu (63).

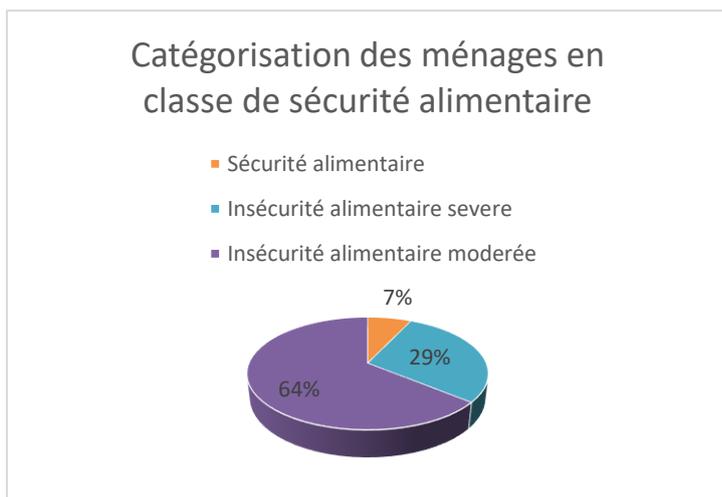
Manger des aliments moins chers et moins préférés (97%), limiter la quantité de nourriture par repas (87%), réduire le nombre de repas journalier (85%), réduire la consommation des adultes au profit des enfants (73%), acheter des produits alimentaires à crédit (69%), consommer le stock des semences prévues pour la prochaines

saison culturelles (43%), nourrir les membres des ménages qui travaillent au détriment de ceux qui ne travaillent pas (43%), passer la journée entière sans manger (43%), retirer les enfants de l'école (29%), cueillir les plantes sauvages de la chasse ou de la récolte avant maturité (17%), envoyer les membres de ménages se nourrir ailleurs (15%), recourir aux pratiques illégales (11%) et enfin, quitter ou changer de village par manque de nourriture (9%).

De ces ménages, les résultats de l'enquête ont révélé que 81% d'entre eux recourent à plus de 2 stratégies de survie contre 21% recourant à moins de deux.

### c. Catégorisation des ménages en classe de la sécurité alimentaire

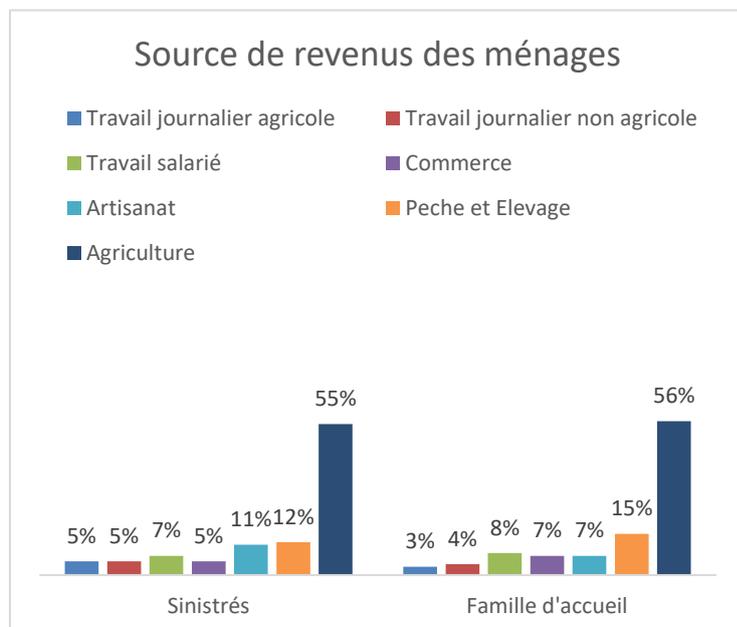
Figure 5. Catégorisation des ménages en classe de sécurité alimentaire



La figure 5 ci-haut montre que 93% des ménages évalués sont en insécurité alimentaire. Ces ménages étant majoritairement constitués de sinistrés récents de moins de 2 semaines ; ce qui projette le nombre à environ 755 ménages sinistrés. Ces ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre et une source de revenu incertaine.

### d. REVENU DES MENAGES

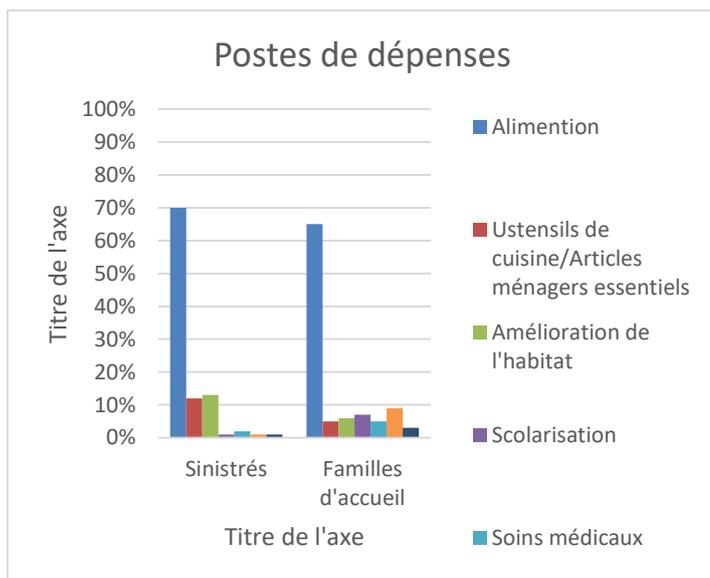
Figure 6. Source des revenus des ménages



En moyenne, les familles d'accueil membre de la communauté hôte du territoire de Fizi ont comme principale source de revenu l'agriculture (56%) suivie respectivement de la pêche et élevage (15%), du travail salarié (8%), du petit commerce (7%), de l'artisanat (7%), du travail journalier non agricole (4%) et enfin du travail journalier agricole (3%). Les sinistrés du territoire de Fizi ont comme principale source de revenu l'agriculture (55%). Ce taux est respectivement suivi par celui des sinistrés effectuant la pêche et élevage (12%), l'artisanat (11%), le travail salarié (7%), du petit commerce (5%), du travail journalier non agricole (5%) et enfin du travail journalier agricole (5%).

## e. Postes des dépenses

Figure 7. Postes des dépenses des ménages



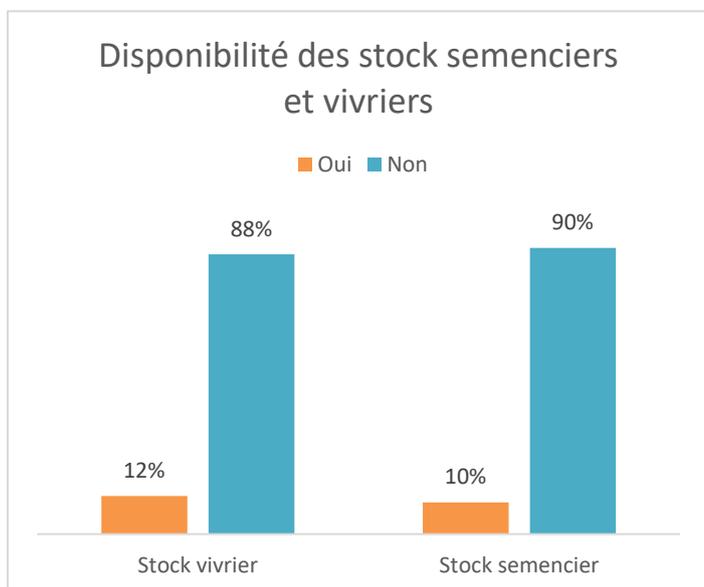
Les familles d'accueil du territoire de Fizi affectent la majeure partie des revenus de leur ménage à l'alimentation (65%). Ce taux est respectivement suivi par celui des charges sociaux (9%), la scolarisation (7%), l'amélioration de l'habitat (6%), l'achat des ustensiles des cuisines et des articles ménagers essentiels (5%), le loisir (3%).

Les sinistrés affectent la grande partie de leurs revenus à l'alimentation (70%), suivi respectivement de la part affectée à l'amélioration de l'habitat (13%), aux achats des ustensiles de cuisines et des articles ménagers essentiels (12%), aux soins médicaux (2%), à la scolarisation (1%), les charges sociaux (1%) et enfin le loisir (1%).

### 1.2.1. AGRICULTURE

#### Disponibilité des intrants agricoles (semences) pour la prochaine saison culturale et réserve vivrière

Figure 8. Disponibilité du stock semencier et vivrier



La figure ci-haut montre que 88% ménages interrogés dans la zone n'ont pas de stock vivrier pour satisfaire à leurs besoins alimentaires. Le taux des ménages qui n'ont pas des intrants agricoles (spécialement les semences) pour relancer leurs activités champêtres est de 90% ; ces ménages ont dû consommer leurs stocks semenciers pour satisfaire à leurs besoins alimentaires. Cette situation est similaire dans les quatre localités évaluées (Pugwe, Mimbi, Kipinduka et Kibungu) qu'au sein de différents groupes de la communauté (Sinistrés et familles d'accueil membre de la communauté hôte). Ceci s'explique d'une part, par les faites que les sinistrés ont dû perdre leurs stock semencier et vivrier par les eaux des pluies et de l'autre part par le fait que les familles d'accueil ont dû consommer leur stock vivrier suite à l'afflux des sinistrés au sein de leur ménage voire le stock semencier.

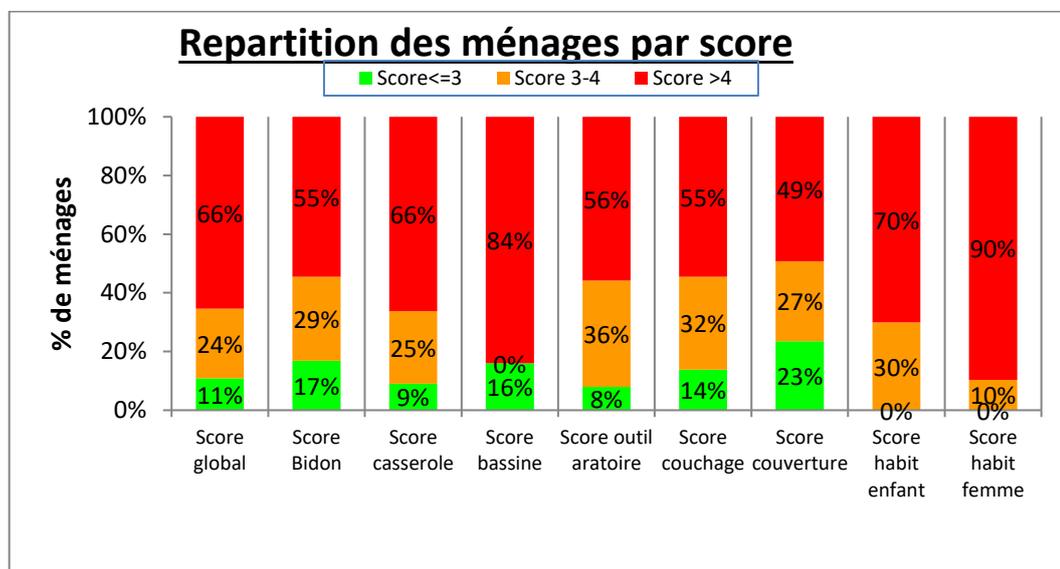
### 1.3. ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS ET ABRIS

Tableau 7 : Moyenne de score card en articles ménagers essentiels

Indicateur	Valeur	Variance	Intervalle de Confiance	
			Inferieur	Supérieur
Taille de Ménage	6,9	5,09	6,1	7,9
Score Total	4,3	0,14	4,2	4,4
Habit - complet enfant	4,7	0,2	4,6	4,8
Bassine	4,5	0,76	4,2	4,8
Bidon	4,5	0,38	4,3	4,7
Habit - complet femme	4,3	0,19	4,2	4,4
Couchage	4,3	0,64	4	4,6
Casserole	4,2	0,54	3,9	4,5
Couverture et drap	4	0,56	3,7	4,3
Outils aratoires	3,8	0,17	3,7	3,9

Il ressort du tableau ci-haut que le score card en articles ménagers essentiels des ménages sinistrés et familles d'accueil vivant dans les quatre localités évaluées (Pugwe, Mimbi, Kipinduka et Kibungu) est de 4,3 (4.4 pour les sinistrés et 4.2 pour les familles d'accueil). La taille moyenne des ménages que comprennent ces ménages est d'environ 7 membres. Par articles ménagers, les ménages sont plus vulnérables en habits complets pour enfants (score card 4,7) suivi respectivement des bassines et des bidons (score card respectivement de 4,5), en habits complets femmes et support de couchage (score card respectivement de 4,3), casserole (score card de 4,2), en couverture et drap (score card de 3,9) et enfin en outils aratoires (score card de 3,8).

Figure 9. Répartition des ménages par score



En général, on constate que 66% (soit 66 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages enquêtés dans les quatre localités évaluées (Pugwe, Mimbi, Kipinduka et Kibungu) possèdent un score card en articles ménagers essentiels supérieur à 4 et un taux de 20% des ménages avec un score card compris entre 3 et 4 ; ce qui est dans un seuil d'alerte nécessitant un besoin urgent d'intervention. La proportion des ménages avec un score card supérieur à 4 par article se présente de la manière suivante : 70% (soit 70 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en habit pour enfant, 84% (soit 84 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en bassines, 55% (soit 55 ménages sur les 100 enquêtés) en bidons, 90% (soit 90 ménages sur les 100 enquêtés) en habit

pour femme, 66% (soit 66 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en casseroles et enfin, 49% (soit 49 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en couverture.

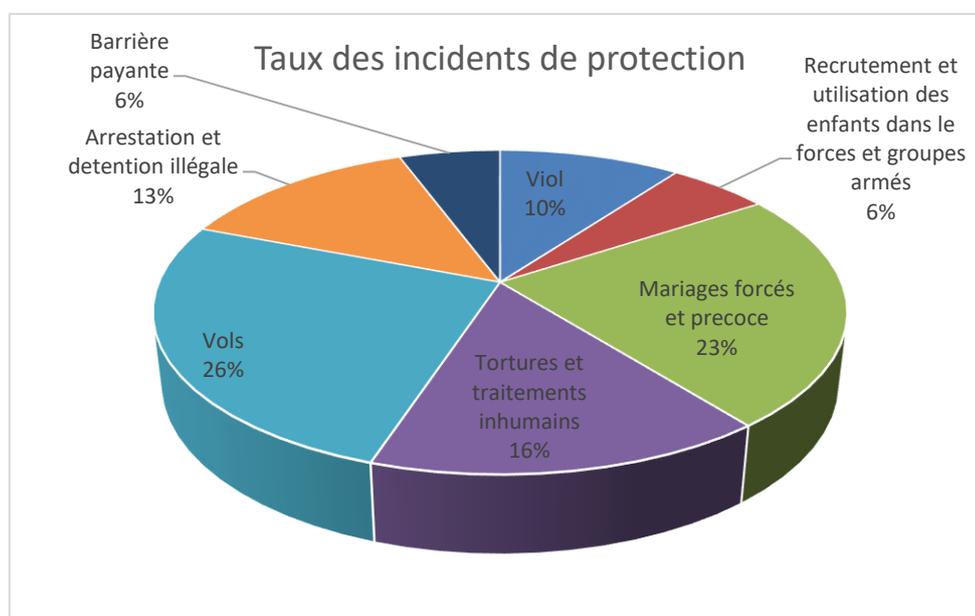
### 1.3.1. Abris

L'évaluation a ressorti une superficie moyenne des habitats des ménages de 38 m<sup>2</sup> (39,2 m<sup>2</sup> dans Pungwe, 36 m<sup>2</sup> dans Mimbi, 37 m<sup>2</sup> dans Kipinduka, 35 m<sup>2</sup> dans Kibungu) dans le territoire de Fizi. Sur l'ensemble des ménages enquêtés, l'on note que 57% (soit 57 répondants sur les 100 enquêtés) des enquêtés ont affirmés passés nuit dans des abris de moins de 35 m<sup>2</sup> avec plus de 7 personnes suivi respectivement de 29% (soit 29 répondants sur les 100 enquêtés) avec 4 à 6 personnes et enfin, 14% (soit 14 répondants sur les 100 enquêtés) avec moins de 4 membres. Cette situation est largement en dessous de la standard sphère qui recommande un espace de 45 m<sup>2</sup> pour un ménage de 5 personnes au maximum.

## 1.4. PROTECTION

Incidents de protection collectée dans la zone au cours de trois derniers mois

Figure 10. Nombre des incidents de protection

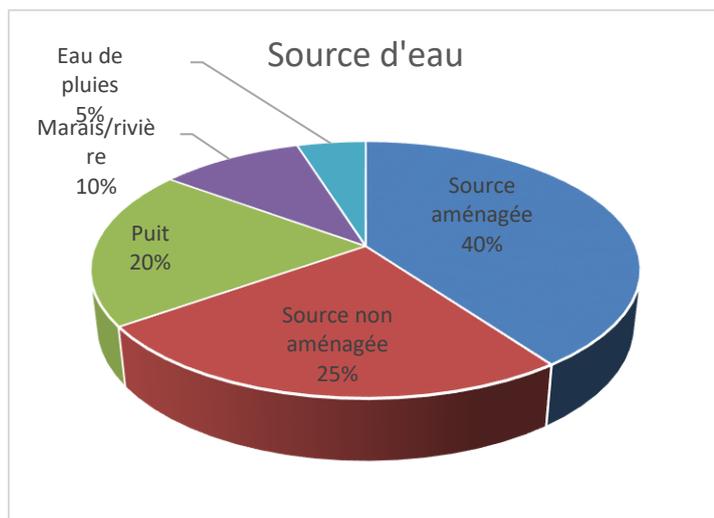


Il découle de la figure ci-haut que sur les 89 incidents de protection enregistrés dans la zone, l'on compte 26% des cas de vols, 23% des cas de mariages forcés et précoces, 16% de cas de tortures et traitements inhumains, 13% des cas d'arrestation et détention illégale, 10% de cas de viol, 6% de cas de recrutement des enfants dans les forces et groupes armés et enfin, 6% des barrières payantes.

## 1.5. EAU, HYGIENNE ET ASSAINISSEMENT

### 1.5.1. Principales sources d'approvisionnement en eau

Figure 11. Principale source d'approvisionnement en eau

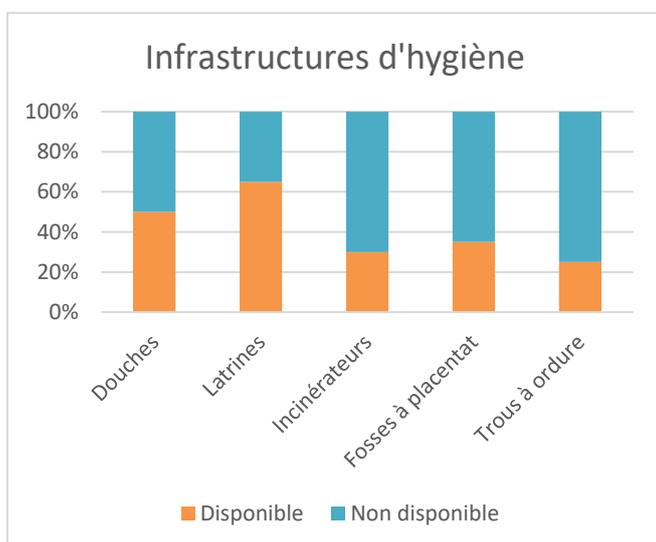


Au regard de la figure ci haut, on constate que la population du territoire de Fizi cinq sources d'approvisionnement en eau potable à savoir : les sources aménagées, les sources non aménagées, les puits, les marais/rivières et les eaux des pluies. Les sources d'approvisionnement d'eau les plus fréquentes sont les sources aménagées (40% soit 40 répondants sur les 100 interrogés) suivi respectivement des sources non aménagées (25% soit 25 répondants sur les 100 interrogés), des puits (20% soit 20 répondants sur les 100 interrogés), des marais/rivières (10% soit 10 répondants sur les 100 interrogés) et enfin (5% soit 5 répondants sur les 100 interrogés) des eaux des pluies.

L'équipe d'évaluation a soulevé que l'eau que consomme plus 70% des ménages interrogés dans ces localités sont supérieur à 5 NTU ; ce qui est au-delà de la fourchette recommandée par les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

### 1.5.2. Infrastructures d'hygiènes dans les centres de santé

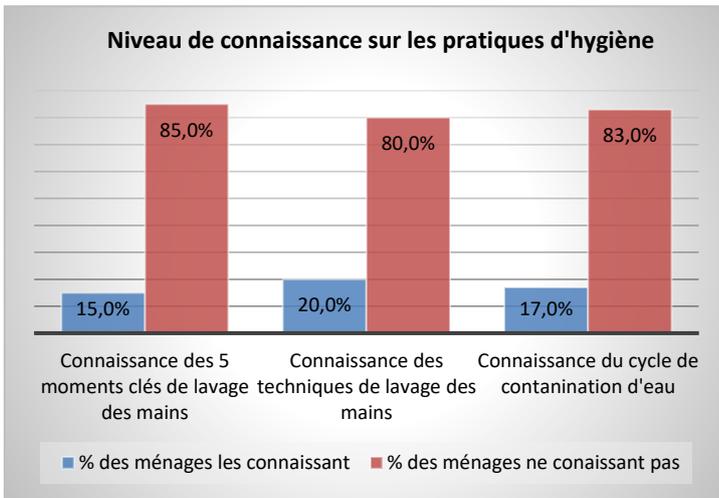
Figure 12. Disponibilité des infrastructures d'hygiène au sein des centres de santé



La figure ci-haut montre que les centres de santé du territoire de Fizi sont loin de disposer des infrastructures d'hygiène suffisant. De manière générale, 80% (soit 4 structures sur les 5 visitées) des centres de santé possèdent au moins une latrine hygiénique, 60% (soit 3 structures sur les 5 visitées) d'entre eux possèdent au moins une douche, 40% (soit 2 structures sur les 5 visitées) possède un incinérateur pour brûler les déchets non dégradables, 40% (soit 2 structures sur les 5 visitées) possèdent une fosse à placenta et enfin 20% (soit 1 structure sur les 5 visitées) possèdent un trou à ordures. Le manque de ces infrastructures suffisant au niveau des structures sanitaires constitue une source importante de prolifération des maladies au sein des personnes fréquentant ces centres et leurs environnants.

### 1.5.3. Niveau de connaissance de la communauté sur les pratiques d'hygiène

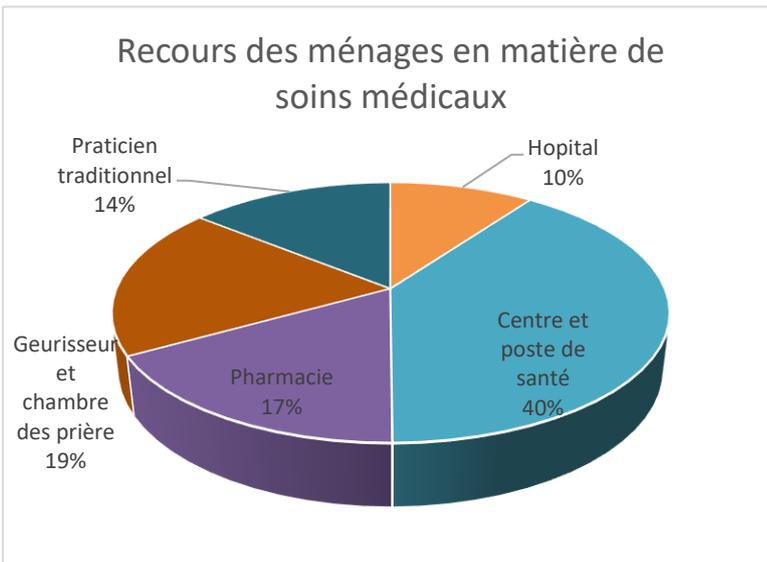
Figure 13. Niveau de connaissance sur les pratiques d'hygiène



La figure ci-haut montre que le niveau de connaissance des ménages du territoire de Fizi est faible. D'après nos investigations menées sur terrain, 85% (soit 85 répondants sur les 100 interrogés) des ménages interrogés ne sont pas à mesure de citer au moins 3 moments sur les cinq moments clés de lavage des mains ni de citer les étapes du cycle de contamination orofécale de l'eau (de la source à la consommation). 80% (soit 80 répondants sur les 100 interrogés) des ménages interrogés ne connaissant pas les techniques de lavage des mains. Ce faible niveau de connaissance est à la base du taux élevée des maladies d'origine hydrique enregistré au niveau de centres de santé.

### 1.6. SANTE ET NUTRITION

Figure 14. Recours des ménages en matière de soins médicaux

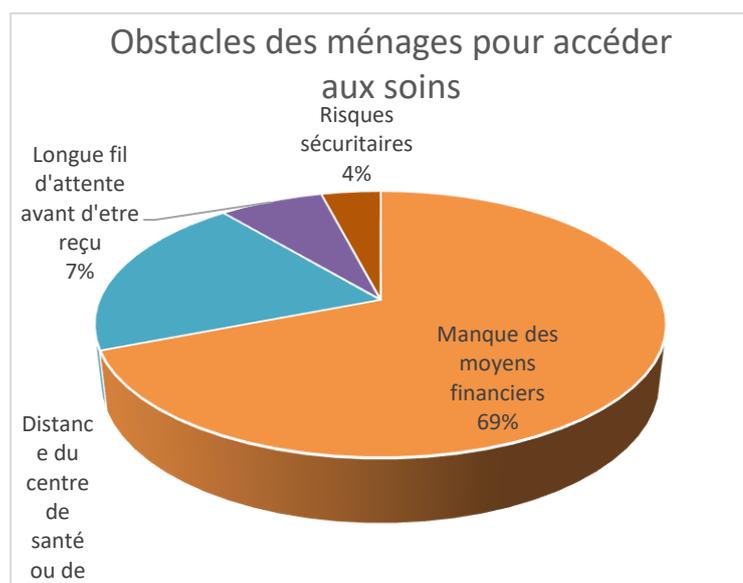


Au regard de la figure ci-haut, on constate que la population du territoire de Fizi recourt à diverses manières pour satisfaire à ses besoins de santé. 40% (soit 40 répondants sur les 100 interrogés) des répondants à notre questionnaire ont mentionné recourir aux centres et postes de santé, 19% (soit 19 répondants sur les 100 interrogés) aux guérisseurs et chambres de prière, 17% (soit 17 répondants sur les 100 interrogés) aux pharmacies, 14% (soit 14 répondants sur les 100 interrogés) aux tradipraticiens et seulement 10% (soit 10 répondants sur les 100 interrogés) aux hôpitaux par manque des moyens.

Par rapport à différentes localités, on note que le taux de répondants recourant aux centres et postes de santé pour accéder aux soins est plus élevé à Pugwe (30%) suivi respectivement de Mimbi (25%) et enfin de Kipinduka (20%).

### 1.6.1. Obstacles des ménages en matière de soins médicaux

Figure 15. Obstacles des ménages pour accéder aux soins



La figure ci-haut montre que 69% (soit 69 répondants sur les 100 interrogés) des ménages enquêtés dans le territoire de Fizi sont confrontés aux manques des moyens financiers pour répondre à leurs besoins de soins médicaux.

Cette proportion est respectivement suivie par celle des ménages confrontés principalement à la distance du centre de santé ou de l'hôpital (20% soit 20 répondants sur les 100 interrogés), des risques sécuritaires et enfin à des longues files d'attente (respectivement de 4% soit 4 répondants sur les 100 interrogés).

## 1.7. Dynamique de pouvoir au sein de la communauté et des ménages

- Pouvoir au sein du village : Au sein du village, le pouvoir revient en premier au chef du village qui a le monopole et l'autonomie de gestion de son village. Cette situation a été rencontrée dans l'ensemble de focus group organisés.
- Pouvoir d'octroi de la terre : Dans les huit zones évaluées (Pugwe, Mimbi, Kipinduka et Kibungu), le pouvoir d'octroi de la terre revient collégialement aux chefs du village et les gardiens de coutumes ;
- Pouvoir de décision au sein du ménage : Dans la quasi-totalité des focus group organisés (8 focus sur les 8 organisés soit 100%), la majorité des participants ont démontré que les hommes ont le réel pouvoir de décision au sein des ménages. Toutefois, dans les cas exceptionnels, il fait recours à sa femme et ses enfants (situation observée en période d'âge avancée ou dans la prise des grandes décisions comme la vente d'un champ, d'une parcelle ou la discussion de la dot)
- Gestion des biens au sein du ménage : La gestion des biens au sein du ménage revient généralement à l'homme ; la terre, la maison, la récolte y compris d'autres biens importants comme le vélo, la moto, etc. à l'exception des articles ménages essentiels qui sont sous la gestion de la femme. Cette situation a été révélée au sein de tous les focus groups organisés.
- Personnes non grata : Les focus groups organisés ont révélé que seuls les voleurs à main armés ; Cette situation a été rencontrée dans l'ensemble de focus group organisés.

## 1.8 Accès Humanitaire à la zone

Le secteur de Lulenge dans le territoire de Fizi est logistiquement accessible à moto de terrain situé à 60 Km de la commune rurale de Salamabila. Cette zone est totalement couverte par le réseau téléphonique vodacom et airtel. La sécurité de la zone est couverte par les éléments de l'ordre (PNC et FARDC). Les conditions d'hébergement sont plus ou moins acceptables au niveau de Kilembwe.

## Conclusions et recommandations

Nous voici au terme de notre mission d'évaluation des besoins humanitaires urgents aux communautés affectées par les conflits communautaires dans le groupement Basimimbi et Basikasingo, secteur de Lulenge, Territoire de Fizi au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

A l'issu de cette mission, les résultats suivants ont été ressortis suivant les secteurs évalués :

- 53% des répondants femmes ont pris part à cette évaluation des besoins humanitaires ;
- 70% des ménages sinistrés et 30% des ménages d'accueil ont répondu aux questionnaires d'évaluation ;
- 76% des ménages enquêtés ont une taille ménage supérieure ou égale à 7 ;
- 85% des ménages consomment actuellement moins de 2 repas journalier ;
- Le score de consommation alimentaire moyen des ménages est de 19.6 pour les sinistrés et 20.6 pour les familles d'accueil ;
- L'indice de stratégie de survie moyen des ménages est de 62.35 ;
- 55% des sinistrés ont comme principale source de revenus, l'agriculture ;
- 88% des ménages n'ont pas un stock vivrier pour leurs besoins alimentaires ;
- La taille de ménage moyen est de 6.9 personnes par ménage ;
- Le score card NFi est de 4.3 ;
- Les habitats des ménages vivent dans une forte promiscuité (39.2m<sup>2</sup>) ;
- 80% des ménages affirment avoir comme source principale d'eau de boisson, les sources non-aménagées ;
- 85% des ménages ne savent ni n'appliquent les 5 moments clés de lavage des mains ;
- 69% des ménages sont confrontés aux difficultés de répondre à leurs besoins en soins médicaux.

De ce qui précède et à la lumière de l'arbre décisionnelle des besoins humanitaire, une intervention d'urgence en cash transfert à multiples usages via les services Mobile banking demeure une voie rassurante pour répondre aux besoins de la zone tout en en promouvant la dignité des ménages affectés par la crise et en renforçant leur sécurité.

Toutefois, des séances de sensibilisation des ménages sur la bonne utilisation et affectation des avoir du ménage, les modalités de transferts monétaires via l'approche cash transfert (Mobile Banking) et les bonnes pratiques alimentaires s'avèrent nécessaire avant et pendant les distributions.

Une implication et renforcement des agents de l'ordre (forces armés et PNC) mais également la mise en œuvre des projets humanitaires visant le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers les actions de prévention et des réponses aux thématiques de droits humains comme les sensibilisations, les médiations, les plaidoyers et le référencement des victimes vers les structures de prise en charge demeure nécessaire afin de réduire tant soit peu ce genre d'évènements.

Fait à Kilembwe, le 07 juin 2022

**Préparé par : Casimir DJOKO KAMDEM**

**Approuvé par : Prince ELEMBO DJUNGA**

Chargé de projet de la Caritas Kasongo

Assistance Gestionnaire de Projet CAFOD



Focus avec les femmes à Kipinduka



Focus avec les hommes à Pungwe



Visite d'un ménage déplacé à Mimbi